

Pour surmonter l'impasse actuelle

GABRIELLE BRAIS HARVEY (DIR.), *Cinq chantiers pour changer le Québec*, Montréal, Écosociété, collection Polémos, 2016, 132 pages

Louis Perron

Volume 11, numéro 3, été 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/85824ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Perron, L. (2017). Compte rendu de [Pour surmonter l'impasse actuelle / GABRIELLE BRAIS HARVEY (DIR.), *Cinq chantiers pour changer le Québec*, Montréal, Écosociété, collection Polémos, 2016, 132 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 11(3), 27–27.

POUR SURMONTER L'IMPASSE ACTUELLE

Louis Perron

Vice-doyen, Faculté de philosophie et de sciences humaines, Université Saint-Paul

GABRIELLE BRAIS HARVEY (DIR.)
**CINQ CHANTIERS POUR
 CHANGER LE QUÉBEC**
 Montréal, Écosociété, collection
 Polémos, 2016, 132 pages

Ce petit livre est le fruit des recherches de l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS). Partant du constat que le Québec se retrouve dans cul-de-sac en raison de l'échec de l'histoire économique-politique récente, il présente cinq propositions de reconstruction comme autant de solutions de rechange et de nouvelles manières de faire.

«Quelles sont les politiques qu'un gouvernement attaché au bien commun pourrait mettre en branle dans un premier mandat?» (p. 12) Telle est la question directrice de l'ouvrage qui envisage cinq chantiers prioritaires, détaillés en autant de chapitres : la réduction du temps de travail, la démocratisation de l'économie, la solidarité sociale, l'occupation du territoire et la transition écologique. Ces chantiers, appuyés sur une orientation à long terme, proposent également des mesures concrètes. Les auteurs précisent qu'il ne s'agit pas d'un programme politique, mais d'un effort pour lancer le débat et «brasser la cage».

Le premier chantier, coécrit par Eve-Lyne Couturier, Minh Nguyen et Julien Posca, aborde la question du temps, et plus spécifiquement la réduction du temps de travail. Les auteurs plaident pour un réaménagement majeur de notre organisation du temps dont l'ambition est de revaloriser le travail non salarié. Trois mesures sont proposées : la réduction de la semaine de travail, une bonification des vacances payées et l'instauration d'un congé payé. L'enjeu de cette réflexion est fondamental et suppose une entreprise d'envergure. Il s'agit en effet de repenser notre rapport au temps afin de l'aménager en fonction de l'humain plutôt que l'inverse, de redonner à l'humain la maîtrise du temps, en un mot d'humaniser le temps.

Dans le second chantier, François Desrochers et Philippe Hurteau s'attaquent à la démocratisation du travail. Comment organiser le travail sur des bases démocratiques?

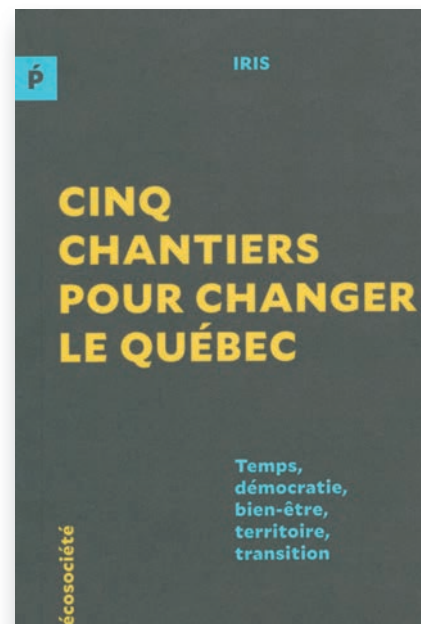
Comment démocratiser les lieux de travail? Comment faire du travail «une expérience démocratique» (p. 37), autrement dit une expérience enrichissante plutôt qu'aliénante? Ces questions s'imposent au moment où l'on assiste à une transformation du travail et à un rétrécissement démocratique.

Les mesures correctrices suggérées par Desrochers et Hurteau visent à favoriser l'expansion du mouvement coopératif et à briser la concentration d'un pouvoir limité aux ministres et hauts fonctionnaires. Ces objectifs suggèrent un plan de démocratisation du travail axé sur les éléments suivants : favoriser le développement du mouvement coopératif, démocratiser l'économie, les services publics ainsi que le système de santé.

Vivian Labrie et Simon Tremblay-Pépin présentent le troisième chantier, celui du bien-être collectif. Il est ici question de solidarité sociale et de «bien-vivre». La réflexion porte sur «la possibilité collective d'assurer à tous et toutes la capacité de couvrir leurs besoins de base» en vue d'assurer la solidarité sociale et le bien-être de tous (p. 59). Pour ce faire, il importe de détailler les mesures garantissant un minimum de revenu. Les auteurs développent un programme réaliste sur un horizon de dix ans afin de couvrir les besoins de base minimalement au niveau de la mesure du panier de consommation (MPC). Pour eux, le revenu nécessaire pour couvrir ses besoins de base doit être une responsabilité collective. Afin de réduire les écarts extrêmes de revenus, il faut étendre les services publics.

L'avant-dernier chantier, qui concerne l'occupation du territoire, est cosigné par Louis Gaudreau, Guillaume Hébert et Jennie Laure Sully. Le territoire présente de nombreux enjeux. Considéré non pas uniquement comme un espace physique, mais comme un espace social, son aménagement est lié aux conditions mêmes de la vie en société et à l'organisation de celle-ci. Là encore, l'obstacle à surmonter est la domination de l'économie marchande. L'objectif est la réappropriation collective du territoire, la reprise en main par les collectivités locales du devenir de leur territoire afin de le mieux contrôler. Deux principes généraux sont mis de l'avant : localiser et décentraliser la gestion du territoire et développer le territoire en fonction du mode de vie (l'usage) plutôt que de la valorisation marchande (l'échange). Deux mesures permettraient de concrétiser ces principes : la création d'organismes foncièrement utiles, adaptables aux différents contextes et l'implantation de la commune comme instance populaire démocratique susceptible d'encadrer le développement.

Le dernier chantier est celui de la transition écologique de l'économie. Renaud Gignac et Bertrand Schepper y développent une réflexion sur l'économie



durable appuyée sur la conviction qu'il faut impérativement rompre avec la politique de l'austérité, incapable de faire face au défi de la transition écologique. Car cette transition nécessite des investissements publics considérables et ne peut être conduite uniquement à partir des investissements privés. La politique de «l'austérité expansive» conduit à une économie moribonde et défavorable aux plus démunis alors que l'objectif véritable devrait être de parvenir à assurer un niveau de vie décent pour tous et toutes, tout en respectant les limites des écosystèmes. Cinq mesures concrètes sont proposées : définir un budget carbone pour le Québec, réinvestir dans le transport urbain et interurbain, reprendre le contrôle du transport interurbain, introduire un tarif environnemental pour les importations et miser sur les circuits économiques courts.

Plaidoyer pour la solidarité sociale, pour une prise en charge collective de notre devenir, ce livre exprime la conviction que la richesse sociale réside dans le partage. Plutôt que les réduire, il faut au contraire développer les protections sociales. Davantage qu'une nouvelle dénonciation des politiques d'austérité et de l'économisme totalitaire, ce livre clair, intelligent et solidement argumenté, abordant des questions essentielles et urgentes, des enjeux pertinents et vitaux, et dont la richesse de contenu ne saurait s'épuiser en un si court compte-rendu, prouve à souhait que la gauche peut être autre chose qu'une contestation, qu'une dénonciation, qu'une critique ou encore une indignation, aussi nécessaire soient-elles, autre chose qu'un utopisme rêveur ou un simple idéal, mais aussi et surtout une proposition constructive, tout à la fois concrète et réalisable, procédant d'une réflexion rigoureuse et informée.

Ce livre veut susciter le goût de l'audace et de l'ambition collective. L'audace d'une volonté instauratrice appuyée sur des possibles réels, l'ambition d'une résolution généreuse et confiante envers l'avenir, visant l'instauration d'un avenir collectif à la hauteur de l'humain. Un détail pour finir : une présentation des différents auteurs aurait été appréciée. ❖